

l'ordre des questions posées plutôt que le déroulement des débats. Les noms des intervenants ne figurent pas dans le texte, vu que les séances se tenaient à huis clos.

Pour clore la table ronde, les participants ont tenu une "discussion libre". On a demandé à trois délégués étrangers de faire un bref exposé sur la discussion et sur la conception qu'ils se faisaient de la nature de la crise centraméricaine. Leurs exposés ont été suivis des observations de trois députés qui représentaient les trois partis politiques officiels du Canada.

Une brève description de la nature et des dimensions de la crise centraméricaine (Partie I) précède le condensé des délibérations de la table ronde. Toutes les données socio-économiques d'ordre statistique sont tirées des études menées par la Commission économique des Nations-Unies pour l'Amérique latine et les Antilles (CEPALA); les renseignements se rapportant aux droits de la personne proviennent des rapports du prestigieux *Americas Watch Committee*. *The Arms Control Reporter* et *Strategic Survey 1984-1985* sont les deux ouvrages de base pour ce qui concerne la situation actuelle et le processus de Contadora.

Enfin, il convient de préciser que la plupart des participants n'avaient pas eu le temps d'étudier le projet de traité présenté par le groupe de Contadora en septembre 1985, avant d'assister à la table ronde à Ottawa.

La table ronde a été organisée par :

l'Association canadienne pour les études sur l'Amérique latine et les Antilles (CALACS)

Canada-Caribbean-Central America Policy Alternatives (CAPA)

le Centre de recherche sur l'Amérique latine et les Antilles (CERLAC), Université York (Toronto)

En collaboration avec :

le *Washington Office on Latin America* (WOLA), États-Unis

le *Council on Hemispheric Affairs* (CORA), États-Unis

le Comité inter-Églises sur les droits de la personne en Amérique latine (ICCHRLA), Canada